

Bruxelles, le 22/03/1997

NOTE POUR INFORMATION A TOUS NOS PARTENAIRES

RWANDA: Beaucoup de réfugiés rwandais rapatriés de force sont massacrés ou portés disparus. Depuis leur retour, les "nouveaux escadrons de la mort" issus des extrémistes tutsi frappent partout dans le pays pour justifier la "guerre civile" et le "nouveau génocide". Même les "coopérants étrangers, témoins gênants" ne sont plus épargnés !

Avant même le démantèlement militaire des camps du Zaïre et de la Tanzanie, les **extrémistes tutsi avaient installés un dispositif "des escadrons de la mort" capables de frapper n'importe où des cibles hutu ou tutsi**, pourvu qu'ils puissent créer un "climat de terreur et de peur" qui leur permettrait de déclencher "leur guerre civile" au cours de laquelle ils allaient tenter d'exterminer les rescapés hutu et tutsi modérés non maîtrisables.

Depuis le rapatriement forcé des réfugiés du Zaïre (à partir du 15/11/1996) et de Tanzanie (à partir du 7/12/1996), **une recrudescence des assassinats, tueries, disparitions, est constatée:**

Assassinats, tueries et disparitions au Mois de Novembre 1996:

1) Assassinat de Cinq habitants du Secteur Kagarama, commune Mushubati (Gitarama) dans la soirée du 1er Novembre 1996 au petit centre de négoce de Kigarama dans la Cellule Murama. Trois malfaiteurs armés sont entrés dans la boutique de Ntezirizaza et ont obligé le propriétaire et ses clients de se coucher par terre. Ils ont tué à coups de fusil et de houe quatre personnes et battu les autres jusqu'à ce que la cinquième meure aussi il s'agit de :

- Mr NZEYIMANA, neveu du boutiquier Ntezirizaza, battu à mort avec une houe usagée,
- Mr UWIHOREYE, jeune marié qui se trouvait là en qualité de client,
- Mr NYANDWI Vianney, jeune garçon abattu dehors alors qu'il venait au secours,
- Mr KANYEMBARI Stanislas abattu dehors et qui laisse quatre orphelins,
- Mr HAMANA, qui était grièvement blessé et qui est mort à l'hôpital de Kabgayi,

L'attaque a fait en outre une vingtaine de blessés dont certains blessés graves. Ce fut la cinquième fois que ce centre est attaqué par des malfaiteurs armés de fusil.

Les soldats de l'APR qui campaient non loin de là dans la commune Nyamabuye ont accouru plus tard. Le conseiller du secteur voisin Takwe a reconnu avoir rencontré ces malfaiteurs puisque l'un d'eux l'a frappé mais qu'il avait cru que c'était les soldats de l'APR! Par après, l'on a appris que ces "malfaiteurs" logaient par force chez Nzayino Anaclet et Nzabandora voisins du conseiller. Ces "hôtes forcés" ont été arrêtés (comme complices!) avec 15 autres personnes dont des femmes. Ils prétendent qu'ils avaient été obligés de loger "ces malfaiteurs" sous peine de se faire tuer s'ils refusaient. Gare à la chasse des "complices" !!

2) Assassinat du Conseiller de Secteur GAHULIRO + son épouse, ses trois (3) enfants et trois (3) visiteuses dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre 1996 par des malfaiteurs non identifiés. C'est en Commune KIVU (préfecture Gikongoro) une des rares communes qui ont la chance d'être gouvernée par un Bourgmestre courageux qui prend beaucoup de risques pour protéger sa population des exactions de l'APR et des "rescapés extrémistes tutsi". Radio-Rwanda incrimine toujours les "infiltrés hutu" qui viendraient de la forêt de Nyungwe.

3) Assassinat de Mr KABERA Innocent dans la soirée du 3 Novembre 1996 par un groupe de sept (7) personnes dont 6 en uniformes militaires. Ils ont forcés les voisins de Kabera à l'appeler hors de sa maison vers 19h00 et l'ont abattu à bout portant. La population soupçonne les militaires qui buvaient aux environs du lieu du crime quelques heures avant.

4) Assassinat de Mr SEMWAGA Augustin dans la soirée du 4 Novembre 1996 vers 21h chez lui par un groupe de "cinq malfaiteurs" dont trois étaient en tenue militaire. Ils ont intercepté Mr Augustin et son épouse devant leur portail au moment où ils revenaient chez eux après avoir accompagné un visiteur. Il était Chargé de l'Environnement et de la Réintégration des déplacés de guerre au PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) où il venait de travailler pendant une année et demie, de retour du Burundi.

5) Assassinat de Mme UWIMANA Veneranda, dans la soirée du 6 Novembre 1996 vers 19h devant sa porte par un malfaiteur qui l'a abattue de deux balles dans la tête. Elle venait de rentrer de son travail et son chauffeur Kagabo Amini (rapatrié du Burundi) venait de reculer son véhicule et d'éclairer la victime au moment où le premier coup de feu retentissait. Elle était Chef du Personnel au PNUD. Elle n'avait pas de mari et laisse 3 orphelines. Elle se sentait menacée depuis qu'elle travaillait avec une "jeune employée sans fonction" qui semblait attendre une "éventuelle place vacante" au Bureau du Personnel.

6) Assassinat de Mr GAKUSI J.Baptiste dans la soirée du 17 Novembre 1996 à 21h30 chez lui à Remera par des malfaiteurs armés. Membre du Bureau Politique du PSD (Parti Social Démocrate) et ex-agent du PNUD, Mr Gakusi s'apprêtait à réintégrer son service au PNUD après avoir réussi l'examen prévu à cet effet. Il laisse une veuve et quatre (4) enfants.

7) Disparition de Mr NSHIMIYIMANA Jean Pierre dans la matinée du 14/11/1996 enlevé chez lui dans le secteur Nyakabanda, commune Nyarugenge (Ville de Kigali) près de l'Eglise Saint-Kizito. Il a été embarqué par des "hommes armés" dans une voiture "sans plaques". Les membres de sa famille ont cherché partout dans tous les cachots sans le trouver. Il était Responsable du Centre Pastoral des Jeunes de la Paroisse Nyamirambo et agent du Collège Saint-André de Nyamirambo. Plusieurs disparitions sont signalées depuis le retour massif des réfugiés du Zaïre (depuis le 15/11/96) et de la Tanzanie (depuis 7/12/96).

8) Assassinat de Mr HABYALIMANA Fulgence le 25 Novembre 1996 à Mwogo (préfect. Gikongoro) par deux militaires de l'APR qui l'ont abattu d'une balle à la tête. Il leur avait offert un transport gratuit dans sa camionnette plaque n° RR 7959 jusqu'au petit centre de Rwamiko. De retour de Kibeho où il était allé chercher une liste des "rescapés du génocide" à qui on devait construire des maisons, il a ramené les deux militaires qui l'ont tué à la hauteur du pont de Mwogo. Mr Fulgence était le Coordinateur du Comité diocésain de Gikongoro chargé de

Développement (CDD). Agé de 37 ans, il laisse une femme et trois enfants. Ces malfaiteurs, arrêtés, prétendaient le considérer comme "un génocidaire"!

En plus de son travail habituel, Mr Fulgence était représentant à Gikongoro de la LIPRODHOR (Ligue Rwandaise pour la Promotion des Droits de l'Homme).

9) Assassinat de trois (3) personnes le 30/11/1996 à 12h00 à Remera dans l'endroit appelé "Migina" par un malfaiteur qui les a brûlés à l'essence alors qu'ils buvaient de la bière dans une petite buvette appartenant à Mme DENISE (rapatriée du Zaïre). Ce malfaiteur était un homme marié, furieux d'avoir été repoussé par Denise qui ne voulait pas l'épouser ! Il a été arrêté au moment où il allait se faire soigner à l'hôpital Roi Fayçal, avant d'être abattu à la Brigade judiciaire de Remera, sous prétexte qu'il voulait s'évader. Les victimes sont:

- Mme DENISE, propriétaire de la buvette où elle vivait avec sa petite soeur Solange;
- Mr KAMAYUBONYE Raymond "alias Majoro", militaire de l'APR et client de Denise;
- Mr KAMEGERI Eric, grièvement blessé et décédé dans un hôpital à Nairobi.

10) Disparition de Monseigneur Phocas NIKWIGIZE, ancien Evêque du Diocèse Catholique de Ruhengeri au nord du Rwanda, depuis le 30 décembre 1996 autour de 11h30. Il rentrait de l'Evêché de GOMA au Zaïre où il s'était réfugié depuis Avril 1994. De retour arrivé à la frontière entre la ville de Goma et Gisenyi à bord d'un véhicule conduit par un prêtre de nationalité italienne nommé LUCCEA, il a été appréhendé par des éléments armés non identifiés qui le prirent en otage, confisquant son véhicule et obligeant le Père Lucceta à retourner à Goma. Jusqu'à présent, le public et surtout la communauté Ecclésiastique Rwandaise ignore le lieu où il se trouve. Aucune réaction de la part des autorités rwandaises et des responsables du CICR et du HCR qui ont reçu une lettre des Evêques du Rwanda demandant à *"toutes les autorités et tous les organismes de ne pas ménager leurs efforts pour les aider à obtenir des informations précises sur l'endroit où aurait été conduit Mgr Phocas NIKWIGIZE"*. Même le Président Rwandais a reçu la copie de cette lettre.

Assassinats, tueries, disparitions et l'arbitraire au mois de DECEMBRE 1996 :

1) Lundi le 8/12/1996, une personne en tenue militaire et armée de fusil, fils de feu Mugenzi Védaste, originaire de la cellule Nyarurama, secteur Kimisange, commune Kicukiro (Préfect. de la Ville de Kigali) a fait le tour de six (6) familles de "réfugiés hutu rapatriés". C'était autour de 6h00 du matin. Il a ordonné aux "époux chefs de familles" de le suivre au bureau du Secteur Kimisange. Six hommes se sont présentés et le jeune militaire de l'APR a tiré sur eux sans autre forme de procès. Trois d'entre-eux sont morts sur le champ. Il s'agit de MM. GAFARANGA, GATERA et NTIHABOSE. Deux autres ont été grièvement blessés et sont soignés au Service des soins intensifs du Centre Hospitalier de Kigali. Il s'agit de MM. Rwabuyonza et Mugarura. Selon le conseiller du Secteur, Mr Adamo Gahamire, le mobile de ce crime serait la vengeance. Le criminel est parti sans être inquiété ou arrêté.

2) En date du 23/12/1996 autour de 19 heures, une bande d'assassins a attaqué une boutique-buvette du commerçant RUDASINGWA Emmanuel, dans la cellule Kazirabonde, secteur Karangara, commune TABA, préfecture Gitarama. Voici la liste des 11 victimes :

- RUDASINGWA Emmanuel, commerçant propriétaire de la boutique,
- MAHORO Angélique, fille de Rudasingwa Emmanuel
- RUTAGANZWA, petit frère de Rudasingwa Emmanuel
- SAFARI Pie, fils de Rutaganzwa
- NSABINEZA Martin, commerçant au centre de Kazirabonde
- GAKWAYA Déo, maçon
- HAKIZIMANA Vénant, conseiller du secteur NGAMBA, voisin de Karangara;
- BIGIRABAGABO Pascal, rescapé du génocide;
- DAVID, chauffeur du commerçant Rudasingwa Emmanuel
- EDOUARD, professeur à l'école secondaire de Remera-Rukoma,
- KANGABO, décédé à l'hôpital Roi Fayçal à Kigali.

Dans le même incident, UWIMANA Ezéchiél, qui fut grièvement blessé et hospitalisé à l'Hôpital Remera-Rukoma, prétend avoir reconnu un ancien militaire des ex-FAR.

3) Disparitions de jeunes gens et hommes valides parmi les réfugiés rapatriés de force de Tanzanie: Le Centre a appris que depuis la frontière de Rusumo jusqu'à Rwamagana, il y a eu des enlèvements de "mâles" parmi les réfugiés forcés de rentrer au Rwanda. Bien que Human Rights Africa Watch avait dénoncé des cas similaires parmi les réfugiés refoulés du Zaïre, ce phénomène criminel prend son ampleur pour les rapatriés hutu de Kibungo.

Voici quelques noms et cas recensés début janvier 1997 :

a) Le 21/12/1996 les personnes suivantes ont été arrêtés près des magasins et quand leurs proches ont apporté de la nourriture, les gendarmes leur ont dit que les détenus n'ont plus besoin de manger et qu'on allait les conduire à la prison de Nsinda. Il s'agit de:

- Mr MUNYANEZA J.Bosco (accusé d'avoir accompagner les ex-FAR en Avril 1994);
- Mr NSENGIYUMVA Léonard; et
- Mr KAJANGWE qui ont des relations de parenté avec une vieille femme Vénérande NYIBANDEGEYA (elle-même arrêtée le 23/12/1996 et détenue dans le cachot communal de Rutonde, installé dans l'immeuble de IGA-Rutonde, parce qu'elle aurait "nourri ceux qui fuyaient la guerre"). Leurs biens étant occupés par les anciens exilés (commanditaires de cette arrestation), ces personnes risquent de disparaître d'autant plus qu'il n'y a pas eu un recensement des réfugiés dès leur entrée au Rwanda.

b) Disparition au Rond-Point de Kibungo (entre le 25 et le 31 décembre 1996) de MM.:

- MPORE Oswald (35 ans), originaire du Secteur GASETSA, disparu au Rond-point de Kibungo ainsi qu'avec plusieurs autres jeunes gens originaires de la commune Kigarama. Rappelons qu'à Gasetza (village de feu Colonel RWAGAFILITA P.Célestin des ex-FAR qui se serait illustré dans le génocide) les soldats du FPR avaient massacré presque tous les hommes valides et jeunes hutu qui n'avaient pas pu fuir l'avancée de ses troupes. D'après nos sources d'information, un des responsables de cette disparition serait un soldat du FPR âgé de 24 ans surnommé "KATA" fils de Karangwa Onesphore, lui même originaire de Kigarama.

- BYIYINGOMA (dont la boutique est occupée à Remera-Kigarama) serait porté disparu.

Des témoignages fiables nous ont révélé que la plupart des militaires APR, originaires de Kibungu ont été sollicités pour aller se poster tout au long de la route Kibungu-Rusumo en vue de **"trirer et d'enlever au maximum" les intellectuels**, les fonctionnaires, les enseignants et les commerçants qu'ils pouvaient identifier parmi la masse de réfugiés refoulés de Tanzanie.

c) Plusieurs disparitions sont signalées dans les communes RUKARA, KAYONZA, MUHAZI, RUTONDE et KABARONDO, où des jeunes gens et hommes valides sont enlevés de chez eux la nuit par des "équipes de jeunes tutsi" (venus parfois de la capitale Kigali). Il s'agit en général de jeunes rescapés tutsi qui "opèrent comme des escadrons de la mort" et qui sillonnent les collines à la chasse des réfugiés rapatriés de Tanzanie et du Zaïre. Parfois, il arrive qu'on retrouve "les cadavres des victimes" quelques jours après leur disparition !! Le Centre attend la liste de quelques victimes qui doivent être identifiées. Il arrive que des "rapatriés soient enlevés officiellement" pendant la journée (par ceux qui prétendent rechercher les bourreaux de leurs membres de famille) sous prétexte d'aller les interroger au bureau communal. Suite à ce climat d'insécurité et d'arbitraire, **les rapatriés qui le peuvent reprennent le chemin de l'exil vers la Tanzanie** avec tous les risques de ne pas y arriver ou d'être refoulés encore. Aucune des 29 ONG humanitaires, opérant dans cette préfecture, ne semble s'être aperçue ou inquiétée de ces enlèvements. Il paraîtrait que les agents humanitaires sont prêts à **faire n'importe quelle concession pour "rester et travailler"** au Rwanda !

d) Disparitions de réfugiés rentrés du Zaïre et originaires de Ngarvi en commune RUTOBWE

- Mr ELIAS, jeune commerçant à Gitarama où ils possède des maisons occupés illégalement.
- Mme BELINA soeur d'Elias (jeune mariée dans les camps du Zaïre),
- Mlle Pascaline UMUGWANEZA (célibataire) et soeur d'Elias aussi. Entrés à Gisenyi par la frontière, ils ne sont jamais arrivés chez eux. Leurs vieux parents sont arrivés à Ngari.

4) Arrestations et détentions illégales de réfugiés rapatriés du Zaïre :

a) Vendredi le 6/12/1996. Arrestation et emprisonnement de Messieurs :

- MUNYANEZA Ezéchiel, ancien Bourgmestre de Cyeru, préfecture Ruhengeri;
- NKWEGE Amiel, ancien conseiller du Secteur Kabona;
- KAZARUSENYA, ancien Inspecteur scolaire en commune Cyeru; et un prénommé
- CHARLES, ex-agent de la Croix-Rouge Rwandaise.

b) Mardi le 10/12/1996. Mr Origène RUTAYISIRE, 35 ans et originaire de la commune NKULI, préfecture Ruhengeri, a été arrêté et incarcéré dans le cachot communal de Nkuli. Rapatrié du Zaïre au Rwanda le 22/11/96 en provenance du camp de Katale où il travaillait comme volontaire de la Fédération Internationale de la Croix-Rouge, il était allé s'inscrire à la commune Nkuli pour y recevoir des aides humanitaires destinées aux rapatriés.

- Il fut libéré provisoirement le 9/1/1997 sans avoir subi aucun interrogatoire. Il aurait été victime d'un règlement de compte suite à un malentendu qui l'a opposé en décembre 1993, à un propriétaire d'un home pour élèves, quand il était Directeur de l'école secondaire des lettres de Gatovu en commune Cyeru.

ANNEE 1997:

Massacres, assassinats, tueries et disparitions au mois de JANVIER 1997 :

1) Assassinat de 9 personnes de la famille BAJYAGAHE Philippe dans la soirée du 5 janvier 1997 vers 21 heures, dans la cellule Kazirabonde, secteur Karangara, commune Taba. Cet enseignant de l'école primaire a été attaqué chez lui par un groupe de malfaiteurs non identifiés. Curieusement, il est le petit frère de Uwimana Ezéchiel "seul rescapé de l'attaque du 23/12/96" chez le commerçant Rudasingwa Emmanuel dans la même cellule (localité).

Voici les noms de neuf (parmi les 10 morts) victimes de cette attaque insensée:

- BAJYAGAHE Philippe, enseignant de l'école primaire et petit frère de Uwimana Ezéchiel
- MUKAK~ISA Valérie, son épouse qui était enceinte (10ème victime)
- MWIZERWA Roger, leur fils
- NYIRARUKUNDO Alice, leur fille
- KWIZERA Jocélyne, leur fille
- NIYOKWIZERA Samuel, leur fils
- MUKAMAZIMPAKA Nadine, domestique
- AHIBONEYE Ancilla, domestique
- MUTONI Walter, orpheline rescapée du génocide et recueillie par cette famille.

Les corps ont été trouvés criblés de balles et d'éclats de grenades, tous au salon, sauf le petit enfant bébé tué sur son lit dans la chambre à coucher.

2) Dans la nuit du 5 au 6 janvier 1997 en commune NKUMBA (préf. Ruhengeri), un échange de tirs entre soldats de l'APR et des éléments dits "infiltrés" a fait 8 morts et un (1) capturé parmi les assaillants dans la nuit du 5 au 6 janvier 1997. Il y aurait eu un mort parmi les militaires de l'APR et "quelques civils" dont le nombre n'a pas été donné par Radio-Rwanda mais que des sources fiables situent à 60 civils tués par l'APR.

3) Enlèvement et disparition de KARAMBIZI François le 6 Janvier 1997 vers 13h chez lui au moment où il terminait de prendre le repas de midi Mr François est Directeur d'une société commerciale SEFA (import-export) né 1948, marié et père de 7 enfants. Il a été enlevé à son domicile dans la cellule Kamutwa, secteur Kacyiru, commune Kacyiru, préfet. de la Ville de Kigali (PVK). Il a été embarqué à bord d'une jeep Mitsubishi Pajero, après qu'une des trois ravisseurs lui ait montré une carte d'un militaire rwandais non identifié autrement, d'après les témoins oculaires. Le véhicule immatriculé en République du Burundi portait la plaque n° BA 0296. Il n'est pas facile de connaître le propriétaire de ce véhicule, puisque les entrées et sorties en territoire du Burundi ne sont plus enregistrées à cause de l'embargo. N'ayant pas subi des menaces auparavant, on arrive pas à déterminer le mobile.

4) Assassinat de la famille MINANI (exilé au Zaïre) dans la soirée du 7/01/1997 vers 19h dans la cellule Rugali, secteur Ruyenzi, commune RUNDA (préfecture Gitarama). Un groupe d'assassins armés de fusils a lancé une attaque chez MINANI et tué quatre personnes:

- MUKARWEGO Xavérine, épouse de Minani
- IRADUKUNDA, enfant de Minani

- AZAMU, jeune garçon qui y était;
- MUKAGAFURAMA Séraphine, femme qui était en visite;
- PHILIPPE, visiteur de passage.

Deux victimes ont été tuées par grenades, d'autres par des "objets contondants". Un militaire APR (qui vit dans le camps Kanombe) a été attrapé alors qu'il accompagnait ces tueurs.

5) Début Janvier 1997, les personnes âgées suivantes ont été tués dans la préfecture de Ruhengeri par les soldats de l'APR, alors qu'ils rentraient des camps de réfugiés du Zaïre:

- Mr Laban GAHUNDE, octogénaire tué à son domicile avec son épouse dans le secteur Rwunga, commune MUKINGO, préfecture Ruhengeri;
- Mme Sara NTAKAZIRAHU, son épouse très âgée. Ils sont tous deux de l'ethnie hutu;
- Mr Hesron NSHYUYE, 55 ans et son fils âgé de 24 ans ont été isolés et abattus à Gisenyi par les militaires de l'APR. Mr Nshyuye Hesron était juge du Tribunal de Canton de Nkuli et son fils était enseignant de l'école primaire.

L'astuce de ces soldats consistait à trier les hommes et à obliger les femmes de continuer seules la route jusque dans leurs communes d'origine. Ce n'est que par après que les épouses et les mères apprennent que leurs époux et leurs fils ont été abattus sans plus. Cette technique d'enlever et d'exécuter les hommes valides a été appliquée aux "réfugiés hutu rapatriés du Zaïre et de Tanzanie" partout au pays.

6) En dates du 7, 8 et 9 janvier 1997, des massacres ont eu lieu dans le secteur KIGINA, en commune RUSUMO, préfecture KIBUNGO, ciblant des rapatriés hutu qui sont rentrés des camps des réfugiés en décembre 1996. *Au moins 60 personnes ont été assassinées.*

Voici la liste de quelques victimes identifiées par cellule:

En cellule RUGARAMA:

1. BIRAMAHIRE Vincent, dont le corps fut jeté dans la latrine de chez la victime
2. GAPIRA, 12 ans, fils de BIRAMAHIRE, il fut pendu dans un arbre;
3. BITUNGWA, petit frère de BIRAMAHIRE;
4. KABUTO, grand frère de BIRAMAHIRE;
5. GASORE, dont le corps fut jeté dans la latrine de chez BIRAMAHIRE;
6. RUGINA
7. NYAGAHOZA
8. MBERAMIHETO
9. MUGOYI Thaddée
10. NSANZE (jeune homme de 26 ans);
11. Le père de NSANZE
12. MUTALINDWA

En cellule RUHANGA:

1. GAFURAMA
2. RWAHENNYE, grand frère de GAFURAMA
3. BIGULI Paul
4. ZIRAKUYE Alvéra, femme de BIGULI
5. MUKANTAKIYE, soeur de BIGULI Paul
6. NTABWOBA Célestin
7. NDAGIYE

8. LAURENT
9. BARUBWIRA
10. RUGERINYANGE
11. BAZIZANE, femme de RUGERINYANGE

Les témoins rapportent que *ces personnes ont été tuées chaque fois pendant la journ_e, essentiellement à coups de bâtons et par les arrnes blanches*. La plupart des victimes se trouvaient chez eux au moment des attaques.

Les tueurs comprenaient quelques rescapés tutsi du génocide, habitants du secteur KIGINA. Ils ont été appuyé dans leur forfait par d'autres personnes non connues. A la suite de ce carnage, le Conseiller de secteur KIGINA aurait été relevé de ses fonctions pour ne pas avoir alerté les forces de sécurité, tandis que cinq (5) personnes sur 13 suspects auraient été arrêtées.

7) Dans la semaine du 13 au 17/01/1997 dans le secteur NYABITARE, dans la même Commune RUSUMO, en préfecture Kibungo, une vingtaine de personnes sont portées disparues alors qu'elles avaient été arrêtés par Isaïe, le responsable de la cellule NYAMATEKE. Voici quelques noms des victimes disparues:

- BUGAYI fils de KANYARWANDA
- KAREGEYA, fils de ZAHWAYO Léonidas
- DUSABEYEZU
- KABERUKA
- NSABIMANA et
- GASANA

Les trois derniers sont des frères.

8) Dans la soirée du Samedi 11/01/1997, une attaque attribuée aux "ex-FAR" venus de la forêt naturelle de Gishwati, toute proche, a *fait trois victimes parmi les patients et deux médecins expatriés de Médecins Sans Frontières (MSF) étaient molestés* à l'Hôpital de Kabaya dans la préfecture Gisenyi (au nord-ouest du pays).

9) 48 heures plus tard, le lundi 13 janvier 1997, dans la Commune voisine de GICIYE, toujours en préfecture Gisenyi, un groupe de 10 hommes armés *prenait violemment à partie quatre observateurs onusiens des droits de l'homme "en mission de routine"* dans cette région et les menaçaient de mort, après les avoir battus, s'ils revenaient dans la région.

10) Assassinat de trois personnes "rapatriés des camps de réfugiés du Zaïre" dans la nuit du 12 Janvier 1997 après minuit. Ce crime a eu lieu dans la cellule Nyakabanda, secteur du même nom, commune NYARUGENGE, préfecture de Kigali-Ville. Six *personnes, dont deux en tenue militaire, armées de fusils se sont présentées chez HABIMANA Rashid vers 20h00 du soir.* Après beaucoup de menaces, ils ont forcé Habimana Rashid et NGARAMBE Jean-Claude à aller leur montrer où habitait HABIMANA Simon qui avait déménagé la veille.

Arrivés chez Simon HABIMANA, *ils les ont tué tous les trois après les avoir baillonnés et ligotés. Leurs corps portaient des blessures d'armes blanches et leurs crânes défoncés* avec des objets contondants. Trois personnes ont été arrêtées par la Brigade Judiciaire de

Nyamirambo, et ont avoué avoir accompagné les militaires qui les avaient pris pour aller chercher des objets de valeur qui leur procureraient de l'argent.

11) Assassinat du Député BURAKALI Evariste dans la soirée du 16 janvier 1997 vers 21h au centre de négoce de Rutare dans la commune RUTARE, préfecture Byumba, par le S/Lieut. KABERA accompagné de deux autres militaires et d'une personne en tenue civile. Le député partageait un verre de bière avec le Bourgmestre et l'Assistant Bourgmestre de Rutare. Le S/Lt Kabera est entré dans la boutique et blessé la vendeuse avec une bouteille de limonade qu'il venait d'acheter. Le député et ces autorités locales ont conduit la blessée au dispensaire situé à 500 mètres de la Boutique. *Le S/Lt Kabera a pris le fusil de son garde de corps et les a suiYi à pieds. A travers la porte, il a jeté un coup d'oeildans la salle des pansements. Il a contourné le dispensaire, s'est posté derrière la fenêtre puis a tiré 3 balles sans sommation sur Burakali.* Blessé au niveau de l'épaule et la jambe droite, le député Burakali est décédé à l'Hôpital Roi Fayçal à 2h25 du matin. Il était **tutsi modéré** et membre du Parti Libéral.

12) Assassinat de trois espagnols dans la nuit du 18 au 19 Janvier 1997 à Ruhengeri:

- Cette attaque, que les autorités rwandaises attribuent aux ex-Forces Armées Rwandaises et miliciens hutu (avant de mener toute enquête), *a fait trois morts et un blessé grave* parmi les coopérants de l'organisation humanitaire Médecins du Monde (MDM). Il s'agit de:

- Le médecin Manuel MADRAZO Osuna, âgé de 42 ans
- L'infirmière Maria FLORES Sirena, 33 ans
- Le logisticien Luis VATUENA Gallego, 30 ans. Ils sont de la Section espagnole de MDM.
- Un américain (Section Américaine MDM) grièvement blessé a dû être amputé d'une jambe.

Le témoin n°1 Mbatuyimana Jean de Dieu a été abattu par les gendarmes de la Brigade Judiciaire deRuhengeri alors qu 'il s'était présenté volontairement pour témoigner.

Contrairement aux déclarations des autorités rwandaises, *l'APR ne déplore aucun mort* parmi ses soldats. Le nombre de victimes parmi la population civile n'a pas été publié à la Radio. Les autorités rwandaises ont préconisé une *"opération musclée et une riposte"* pour mettre *"hors d'état de nuire"* les responsables de ces violences. Comme c'est devenu une habitude, il s'agit des ***"opérations militaires de ratissage de l'APR" qui auraient fait plus de 500 morts*** parmi la population civile de la Préfecture de Ruhengeri. C'est certainement ces morts que Mr Javier ZUNIGA, Chef de mission des Observateurs des Droits de l'homme au Rwanda (HRFOR), a qualifié de *"plusieurs dizaines de morts parmi les civils et les "infiltrés"!!*

13) Dans la nuit du 18 au 19 janvier 1997 en commune NYARUTOVU (Ruhengeri), 16 (seize) personnes ont été assassinées dont le Major BIZABARIMANA Jean de Dieu. Un ancien officier des ex-Forces Armées Rwandaises (ex-FAR) rapatrié du Zaïre en novembre 1996. Il a été assassiné avec sa femme, ses enfants et ses voisins.

14) En date du 20/01/1997, MBATUYIMANA Jean de Dieu, Caporal des ex-FAR et une autre personne dont nous n'avons pas pu connaître le nom, ont été tués par balles au camp militaire de MUHOZA (Ruhengeri), sous prétexte qu'ils auraient tenté de s'évader. Ils avaient été arrêtés à la suite de l'assassinat de (trois) 3 coopérants espagnols de Médecins du Monde dont MBATUYIMANA Jean de Dieu était gardien de nuit. Des enquêteurs indépendants nous ont confirmé que Jean de Dieu a été abattu de sang froid par les gendarmes de la Brigade de Ruhengeri, parce qu'il pouvait avoir reconnu des soldats de l'APR parmi les malfaiteurs du

commando qui a assassiné les espagnols et blessé un américain. Il s'était présenté à la Brigade pour témoigner, car il avait été forcé de transporter les biens pillés par les attaquants armés.

15) Dans la nuit du 21 au 22/01/1997, des civils ont été massacrés avec les armes à feu:

- En commune NYAKINAMA : 32 morts
- En commune NYAMUGALI : 24 morts
- En commune NKUMBA : autour de 60 morts

16) Dans la nuit du 21 au 22/01/1997, Mr MBUGULIJE Jean Paul, Président du tribunal de canton de la commune RUTONGO a été tué autour de 19 heures. Des personnes non identifiées se sont présentées chez lui le soir, l'ont enlevé et le lendemain son cadavre fut trouvé dans la nature par ses enfants.

17) Dans la nuit du 22 au 23/01/1997, BOSENIRYO Jean, un commerçant à Ruhengeri a été assassiné par des mallaiteurs non identifiés.

18) En janvier 1997, le Centre a appris l'assassinat du Colonel HAKIZIMANA Stanislas originaire de MURAMBA, secteur Gitega, commune Satinsyi, préfecture Ruhengeri. *Il aurait été tué chez lui à Muramba avec sa femme Eugène Mukandinda et ses quatre enfants:* Espérance Mujawamungu (née en 1976), Eric Ukoyivuze (né en 1978), Gilbert Nshimiyimana (né en 1980) et Josiane (née en 1982). *Les auteurs de ce crime n'ont pas été identifiés.*

Ce Colonel des anciennes Forces Armées Rwandaises (FAR), rapatrié du Zaïre en novembre 1996, **est un ancien collègue d'Ecole du Général KAGAME Paul** (actuel Vice-Président et Ministre de la Défense de la République Rwandaise) car ils ont suivi ensemble une formation militaire pendant plus de 2 ans aux Etats-Unis, lorsque Kagame était encore officier ougandais.

19) Le 23/01/1997, la Radio Nationale a annoncé la mort dans la prison de GISENYI de deux officiers des Ex-FAR arrêtés après leur rapatriement du Zaïre en novembre 1996.

Il s'agit du:

- Lieutenant Colonel NZABANITA Augustin (surnommé Dictionnaire) et
- S/Lt NSABIMANA, qui avait été renvoyé de l'armée en 1992.

Il paraît qu'ils se seraient suicidés par pendaison!

Les témoins qui connaissaient bien le Lieutenant Colonel NZABANITA Augustin affirment que *c'était un homme sans aucune personnalité, assez lâche et incapable de "se suicider"*. Des témoignages fiables accusent les tortionnaires de la DMI qui les auraient "suicidés" après les avoir torturés, croyant leur soutirer des "secrets militaires" des FAR. Le Lt Colonel Nzabanita avait été écarté des FAR en exil. En effet, *il fut battu à Goma en août 94 par les soldats qui lui reprochaient d'avoir livré au FPR la ville de Gitarama, tombée le 12/06/94 à son absence alors qu'il avait emporté les clés du stock de munitions.* Réfugié d'abord à Nairobi (Kenya), il fut incapable de se prendre en charge. Il prit le chemin vers la Tanzanie où il se résigna à aller vivre avec les paysans dans les camps de réfugiés, jusqu'au rapatriement forcé du 7/12/1996.

Radio-Rwanda a annoncé également la mort du Major UWIMANA François-Xavier, ses six (6) enfants et son voisin. En tout 8 personnes furent tuées. Le Major UWIMANA

François-Xavier et sa femme se sont également rapatriés en novembre 1996. Il habitait en commune NYAMYUMBA (préfecture Gisenyi). Les circonstances de cet incident n'ont pas été annoncées par Radio-Rwanda.

20) Dans la nuit du 24 au 25/01/1997 :

- 21 personnes ont été tuées par balles au Centre de négoce AKIMYANDA, secteur MUSANZE, commune KIGOMBE, préfecture RUHENGERI.
- 7 (sept) autres personnes ont été grièvement blessées et transportées à l'hôpital de Ruhengeri

Pendant la journée du 26/01/1997 :

- Plus de 100 personnes ont été tuées au même endroit *par acte de représailles* commis par les membres des familles des victimes de la veille. Ces actes ont eu lieu dans trois secteurs : MUSANZE, RUGINA et KANYAMIHETO.

D'après l'avis des observateurs indépendants, il est *incompréhensible et inacceptable* qu'une population de trois secteurs "péri-urbains" de la ville de Ruhengeri puisse "*mener des représailles meurtrières*" en plein jour, *sans susciter l'intervention des "forces de sécurité"* de l'APR "omnipotentes et omniprésentes" dans cette ville et ses environs. Le Centre rappelle qu'il y a deux camps militaires dans la ville de Ruhengeri: celui de l'APR "Camp MUHOZA" et celui de l'Ecole Nationale de la Gendarmerie (EGENA). Il existe aussi une Brigade judiciaire de la Gendarmerie, équipée et entraînée pour intervenir dans des conflits pareils. Ces observateurs se demandent "pourquoi" aucune de ces "trois structures chargées de la sécurité" du pays n'est intervenue !! **Selon Amnesty International** (extrait du Bulletin d'Information n° 24/97 du 19/02/97) "*Ainsi, à Kinigi, au moins 20 civils tutsi ont été tués le 25 janvier par des hommes armés qui étaient semble-t-il, d'anciens membres des forces armées ou des milices rwandaises. Le lendemain, au moins 140 personnes ont trouvé la mort dans une attaque lancée, à titre de représailles semble-t-il, par des civils tutsi. Ce massacre aurait été perpétré en présence de soldats de l'APR qui n'ont apparemment rien fait pour protéger les victimes*".

A propos des massacres de civils à Ruhengri, le même Bulletin n° 24/97 continue: "*A la suite de l'homicide de trois membres espagnols de l'organisation Médecins du monde, à Ruhengeri, le 18 janvier, de nombreux civils sans défense auraient été tués par des soldats de l'APR lors d'opérations menées dans la région pour rechercher les coupables*".

"Selon certaines sources, le 4 janvier, à Nkumba (préfecture Ruhengeri), des soldats de l'APR ont encerclé une maison dans laquelle ils pensaient trouver des agents infiltrés, avant de tuer au moins 55 civils sans défense".

21) Le 29/01/1997, le corps du Major Lambert RUGAMBAGE, un ex-FAR détenu à KIBUNGO, fut retrouvé dans la morgue de l'Hôpital militaire de Kanombe (Kigali). Il portait des traumatismes à différents endroits ainsi que de la boue sur les vêtements et dans les cheveux. Ces indices trouvés sur le cadavre suggéraient que la victime serait morte à la suite, des coups reçus.

Selon des témoignages fiables, en date du 22/01/1997, des militaires de l'APR l'avaient sorti de la prison militaire de Kibungu sous prétexte d'aller lui offrir à boire. Il n'est plus rentré dans la prison.

Après la mort du Major Lambert RUGAMBAGE, des officiers des ex-FAR ont été transférés de la prison militaire de Kibungu vers la localité de MULINDI, autre lieu de détention situé tout près du bureau communal de KANOMBE en préfecture de Kigali-rural.

Le prison militaire de Kibungu est située dans les anciens dépôts de l'OPROVIA (Office qui était chargé de commercialiser les Produits Vivriers et Agricoles) à Kibungu. Il y avait environ 1000 militaires des ex-FAR, arrêtés après leur formation dans le camp militaire de GAKO (au Bugesera) et leur "intégration" dans l'APR, et 3000 soldats de l'APR détenus ensemble dans ces anciens dépôts. **Depuis le 16/01/1997, les ex-FAR prisonniers ne peuvent plus recevoir la visite des membres de leurs familles.** Les détenus avaient déjà rapporté que le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) n'est plus autorisé à entrer dans leur lieu de détention, et qu'ils subissent des sévices de la part de leurs collègues issus du F.P.R. Le Centre est très préoccupé par *cette mesure qui cacherait un "plan d'élimination physique"* de ces militaires hutu considérés comme "indésirables" par le pouvoir occulte des extrémistes. La séparation des officiers avec les simples soldats ne cache-t-elle pas une technique criminelle de "séparer et déplacer les détenus familiers et solidaires" pour les éliminer par petits groupes selon "les vieux techniques" des *brigades de tueurs* de l'APR?

MASSACRES, TUERIES, ASSASSINATS, DISPARITIONS... EN FEVRIER 1997:

22) Le 01/02/1997, un homme surnommé "**RUBUNDA**", fils de Cyitegetse André a été arrêté par deux militaires MUSHIMIRE et MUHIZI dans la cellule KIMIRONKO, secteur REMERA commune KACYIRU, préfecture de Kigali-Ville. Il a été battu à mort et conduit à la Brigade de Remera qui le refusa parce qu'il était en très mauvais état de santé. Conduit à l'Hôpital Roi Fayçal à Kigali, il *succomba à ces coups le 03/02/1997*. Il a été enterré le 05/02/97.

23) Assassinat du Père canadien Guy PINARD en pleine messe le 2/02/1997. Ce curé de la Paroisse KAMPANGA en commune KINIGI à Ruhengeri, né le 20/04/1935, a été ordonné à Carthage et a passé toute sa vie missionnaire au Rwanda. Il a été tué par un enseignant au centre scolaire de KAMPANGA. Cet enseignant nommé DIEUDONNE, qui a tiré sur lui au moment où il distribuait la communion, serait un ancien recrue de l'APR. Jusqu'au 5 février ce criminel, qui n'est pas aussi déséquilibré "qu'on le prétend" n'avait pas encore été arrêté par la gendarmerie. Le fait qu'il ne portait plus l'uniforme de l'APR, mais qu'il avait gardé son arme, pousse beaucoup d'observateurs **à croire à un attentat commandité** puisque les gendarmes de la Brigade judiciaire de Ruhengeri ne semblaient pas pressés de l'arrêter.

24) Dans la nuit du 03/02/1997, NSANZABALINDA Deny, né à NYAMUIERA, préfecture Ruhengeri a été assassiné par balle à son domicile, secteur GITEGA, commune Nyarugenge, préfecture Kigali-ville autour de 20h. *Une personne en tenue civile accompagnée de 2 militaires a tiré sur lui avec un pistolet pointé sous le menton de la victime.* L'incident a eu lieu à plus ou moins 100 mètres du Bureau de secteur GITEGA gardé par les militaires.

25) Le 04/02/1997: Assassinat des Observateurs du Haut Commissariat aux Droits de l'homme des Nations-Unies (HCDH). La section du Rwanda c'est "HRFOR" en abrégé:

Le 04/02/1997, des observateurs du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme ont été sauvagement assassinés en commune KARENTERA, Préfecture de CYANGUGU, non loin de la grand-route asphaltée qui conduit à dans la ville de Cyangugu. Il s'agit de:

- Sastra CHIM-CHAN, de nationalité Cambodgienne,
- Graham TURNBULL, de nationalité Britannique.
- Leurs interprètes rwandais, Jean Bosco MUNYANEZA et Aimable NSENGIYUMVA.
- Agrippin NGABO, Assistant rwandais dans le cadre d'un projet de recensement de la population carcérale.

Certains témoignages affirment que les tueurs se seraient cachés dans les plantations de thé. La tête d'une des victimes a été coupée et a été retrouvée dans ces plantations.

Signalons que le jour de l'incident, une délégation gouvernementale venait d'emprunter la même route en allant à BUSOZO, à plus ou moins 20 Km du lieu du crime et que la base militaire de NTENDEZI se trouve à plus ou moins 2 Km du même lieu.

Selon un communiqué de AFP (Agence France Presse) publié à Nairobi le 17 février 1997:

"Deux assassins présumés de cinq observateurs de l'ONU ont été tués par les forces de sécurité du Rwanda et un des leurs complices a été arrêté, a annoncé lundi le Département des affaires humanitaires de l'ONU citant Radio-Rwanda".

"Au cours de l'intervention, les forces de sécurité ont découvert des armes, y compris des mines anti-char et antipersonnel, des talkie-walkie ainsi que des uniformes. Les forces de sécurité ont également trouvé le passeport d'un des observateur de l'ONIJ ainsi que des photos personnelles", a indiqué un représentant de l'ONU"

Les Nations Unies avaient décidé après la mort des cinq observateurs de retirer temporairement leurs équipes des quatre préfectures de l'ouest du pays et avaient demandé au gouvernement rwandais *des escortes militaires à l'extérieur de Kigali pour protéger ses employés en mission.*

OBSERVATIONS: Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda n'a jamais cessé de démontrer, les faits à l'appui, *tous les efforts que le "pouvoir occulte" des extrémistes tutsi a déployé depuis l'année 1995 pour expulser et chasser tous les "témoins gênants". Ces témoins* (ONG humanitaires, ONG de développement, les Soldats et les Observateurs de l'ONU) *que le régime de Kigali a déjà expulsés, chassés ou suspendus, découragés ou intimidés, gênent finalement qui?* Le Centre vous invite aujourd'hui à vous poser ces questions: Est-ce les "infiltrés hutu" qui se sentent gênés par les observateurs des droits de l'homme ou d'autres témoins gênants comme: les 3 espagnols de Médecins du Monde, les deux pères canadiens (Claude Simard tué après 29 ans et Guy Pinard tué après 25 ans au Rwanda), les observateurs des droits de l'homme, les activistes rwandais des droits humains? Ou s'agit-il d'un noyau d'extrémistes dont le "pouvoir occulte" se sent de plus en plus menacé et découvert par des témoins étrangers susceptibles de dénoncer **"les vrais** mobiles et les vrais **auteurs"** des crimes qui se commettent au Rwanda ? Quant au communiqué ci-haut cité, il n'y a plus que des "rwandais naïfs et des étrangers" qui y croient !

Les rwandais sont tellement habitués et lassés d'entendre les éternels communiqués de Radio-Rwanda annonçant que "les forces de sécurité ont découvert des armes, des mines, des documents, des tracts, et patati et patata..." Et après, pourquoi n'arrête-t-on pas les tueurs ? Ces tueurs qui semblent actuellement "narguer les services officiels de sécurité" disent-ils !!

POURTANT, ce n'est pas la première fois que des observateurs de l'ONU ou d'autres étrangers gênants sont attaqués :

- **Le lundi 13 Janvier 1997, dans la commune Giciye** (Gisenyi) un groupe de 10 armés ont battus quatre (4) observateurs onusiens des droits de l'homme (HRFOR) "en mission de routine" et les ont menacés de mort, s'ils revenaient dans la région. Rien ne leur a été volé.

- **Le 24 Juin 1996, le Père belge SIMOENS, responsable de l'Orphelinat Don Bosco** de Cyotamakara en commune NTYAZO (Butare) a failli être assassiné peu après la messe du soir. Son ancien protégé de l'orphelinat de Nyauza et actuellement soldat de l'APR nommé NGABOYISONGA Kizito est venu le tuer sans pouvoir l'atteindre. Néanmoins, ce militaire n'a pas hésité à tuer ses deux anciens collègues à l'orphelinat de Nyanza : Jean-Baptiste (qui a tenté d'aller alerter le Père Simoens) et Tito qu'il a trouvé dans la chapelle. Ce criminel a tenté de se suicider en tirant, à son tour, deux balles, l'une à la poitrine, l'autre à l'épaule.

- **Mi-Avril 1996, plusieurs membres du CICR avaient été attaqués** dans leur résidence par des militaires à la recherche de Belges et de Français. Après avoir vérifié leur nationalité, *ils les avaient ligotés et brutalisés pendant deux heures avant de s'emparer de l'argent et des objets de valeur.* Ils reprochent au CICR sa surveillance des prisons-mouroirs rwandaises et ses efforts de rechercher les personnes disparues et d'aider les détenus à écrire et à recevoir du courrier. Ici, le Centre a constaté que grâce au CICR, la disparition des détenus enregistrés a fort baissé.

- **A partir du 8 Mars 1996 la MINUAR II** (Mission des Nations Unies au Rwanda) fut obligé de se retirer ses 5.500 casques bleus et 146 observateurs militaires suite à des "actes d'intimidations, de vols, de manifestations hostiles et de chantage continu" des extrémistes tutsi. Sa station de Radio pour la paix, qui était censée continuer à émettre, fut aussitôt fermée. D'autres radios indépendantes restent interdites. Le Centre ne peut que rappeler les déclarations de l'organisation non gouvernementale "Orphelins du Rwanda" qui a dénoncé le 19 mars 1996 à Bordeaux (France) *"les dangers immédiats pour le respect des droits de l'homme"* suite au départ obligé des forces de l'ONU du Rwanda, qui a commencé le 15/03/97 *"On s'achemine vers un drame silencieux au Rwanda avec le départ des Casques Bleus"* a-t-il déclaré Jacques-Henry VIENOT, responsable de l'ONU (cfr:Bulletin LDGL n° 5 - Mars 1996).

- **Le 26 Janvier 1996, trois enquêteurs du Tribunal International pour le Rwanda** (TPIR) ont été agressés par des militaires rwandais. Les représentants de l'Armée ont dû s'excuser.

- **Le 6 Décembre 1995, le Gouvernement Rwandais avait expulsé 38 ONG** parmi lesquelles se trouve Médecins du Monde (MDM) **et suspendu des dizaines d'autres** sans présenter des raisons valables. A cette occasion, les véhicules et le matériel de MSF-France ont été confisqués.

Le Centre confirme que d'autres attaques à mains armées ont ciblé d'autres orphelinats du pays d'une façon tout à fait particulière :

- Ainsi le 11/04/1995, des personnes armées sont venues voler 25.000 dollars US à l'Orphelinat de Nyanza, en commune Nyabisindu, préfecture de Butare.

- Deux semaines plus tard, non loin de là des malfaiteurs avaient volé 5.000 dollars US, ainsi que d'autres sommes en monnaies belges et françaises dans le Centre des handicapés de Gatagara.

Ces vols fréquents font croire qu'il y aurait *une certaine complicité* entre certains membres du personnel de ces orphelinats et les voleurs, *car l'arrivée des fonds doit être renseignée!*

26) Le 05/02/1997 l'Armée a massacré plusieurs civils en commune BUTAMWA :

Dès 3h00 du matin, les militaires de l'APR ont quadrillé le secteur NYARUBANDE, commune BUTAMWA, Préfecture de Kigali-rurale. *La population a été forcée de se rassembler à MPANGA. Certaines personnes ont été battues, d'autres fusillées ou tuées avec des armes blanches.* Voici les noms de quelques victimes identifiées :

- KANYAGISAKA de la cellule NTUNGAMO
- ALBERT de la cellule RUBUNGO
- Une fille d'Albert âgée de 17 ans
- Un fils d'Albert âgé de 15 ans
- MULIMANYI de la cellule NTUNGAMO

Toutes ces personnes ont été tuées dans leurs champs dans la vallée de NYARUBANDE.

Le fils de KANYAMUHANDA de plus ou moins 25 ans, originaire de la cellule BUYE a été tué dans la rue. *Plusieurs personnes seraient portées disparues.* Lors de la réunion qui a commencé à 8h00 du matin sous la direction d'un Major de l'APR, ce dernier a scindé la population en trois groupes distincts :

- 1) Ceux qui ne sont pas natifs de la commune BUTAMWA
- 2) Les natifs de BUTAMWA qui croient qu'il y a des "infiltrés" parmi eux.
- 3) Ceux qui pensent qu'il n'y a aucun infiltré dans leur commune.

Le premier groupe a été conduit au cachot du secteur NYARUBANDE. Le deuxième a été conduit à un autre lieu inconnu, avant de regagner plus tard leur domicile, après l'intervention de deux personnes habillées en civil et portant une radio message (talkie-walkie) et qui circulaient sur une motocyclette. Le troisième groupe a été prié de rentrer en tout hâte à la maison. Les membres des comités de cellules et les responsables de zone ont reçu l'ordre de faire enterrer les cadavres tués dans les rues avant la réunion.

27) Massacres de voyageurs en commune TARE (Kigali-rural) en date du 09/02/1997 :

En date du 09/02/1997, une dizaine de personnes armées de fusils et de grenades a érigé une barrière sur la route KIGALI-RUHENGERI-GISENYI à plus ou moins 30 Km de la ville de Kigali aux environs de 17h00. Ce groupe a fait descendre les passagers qui étaient à bord de trois véhicules : une camionnette Daihatsu, deux Minibus RR 06.10.A et RR 87.43.A.

Les voyageurs ont été groupés selon leurs ethnies avant qu'ils soient pillés de leurs biens et de leurs objets de valeur. Ceux qui s'étaient regroupés au côté des HUTUS ont reçu l'ordre de prendre le large, tandis que ceux qui s'étaient identifiés comme étant TUTSI ont été directement massacrés. Les victimes furent entre autres :

- MUHIRWA Sayidi
- UZAMUSHAKA Espérance
- IRAMBONA Christine
- MUKARWAMBA Jeanne
- NTABANA
- KAGIGI
- HARELIMANA Edison

+ 4 personnes qui n'avaient pas été identifiées.

Les blessés furent : GAKUNZI RUKINISHA et GATONI Emmanuel.

Deux autres personnes ont été transportées à l'hôpital de NEMBA en commune NYARUTOVU, préfecture de RUHENGIERI pour y être soignées.

28) Mardi 11/02/1997 : Sept personnes se seraient suicidées à Gikongoro a annoncé RadioRwanda *"Sept personnes se sont suicidées à Gikongoro (sud-ouest) au cours des deux derniers mois par peur de répondre de leur participation au génocide de 1994 au Rwanda, a annoncé mardi 11/02/1997 Radio-Rwanda. Le premier David KAMANDWA, un ancien assistant-vétérinaire qui venait de rentrer du Zaïre **s'est pendu**. Il avait tué en avril 1994 ses deux enfants de mère tutsie. Les six autres, dont l'identité n'a pas été révélée, **ont absorbé du Sumicombi, un insecticide utilisé pour la culture du café**.*

Ce communiqué a encore une fois surpris et irrité d'honnêtes citoyens, car les rwandais n'ont pas l'habitude de se suicider. On comprend mal pourquoi ces "suicidés" auraient attendu plus de deux ans pour prendre la solution de "se suicider". Surtout pour David Kamandwa !!

MOIS DE MARS 1997: Massacres et Assassinats

29) Attaque d'un "escadron de la mort" suivie des opérations de l'APR à Ruhengeri:

En date du 02/03/1997 vers 18h00, il y a eu un incident grave qui a fait 4 morts et 9 blessés. Une bande de maltaiteurs "qualifiés d'infiltrés" par Radio-Rwanda s'est introduite en secteur MUSANZE de la commune KIGOMBE, préfecture de RUHENGIERI.

Une femme qui les aurait vus, rapporte qu'ils étaient au nombre de 15 personnes. Cette femme aurait crié, appelant au secours. Elle aurait été poursuivie par une partie de ces gens et elle est parvenue à les semer et à se cacher dans les buissons.

Ils sont alors partis vers la grand-route asphaltée RUHENGIERI-GISENYI **en tirant sur les véhicules et les passants. Deux véhicules ont été endommagés.** Celui de l'Inspection des Impôts à Ruhengeri, une autre camionnette chargée de pommes de terre et appartenant à un commerçant, venaient tous de GISENYI. Ces véhicules se sont renversés en dessous de la route tandis que l'Inspecteur des Impôts, Mr IYAMUREMYE Edouard et son chauffeur ont été tués. Le chauffeur de l'autre camionnette et une autre personne à bord ont été aussi tués.

L'opération aurait duré une heure, car elle a pris fin à 19h00.

Le lendemain 03/03/1997 vers 5h00 du matin, l'équipe militaire de Ruhengeri a commencé l'opération de chercher les infiltrés. **Dans cette opération beaucoup de personnes ont été massacrées par les militaires de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR).**

Les cadavres trouvés sont au nombre de 150 d'après les informations officielles alors que d'autres informations confirment qu'il y aurait des cadavres qui n'ont pas pu être trouvés. On évalue le nombre de morts entre 200 et 300 victimes. L'opération s'est terminée aux environs de 12h00 après avoir touché plusieurs secteurs "péri-urbains" de Ruhengeri :

1. MUSANZE de la commune KIGOMBE
2. KABAYA de la commune KIGOMBE
3. GAHONDOGO de la commune KIGOMBE
4. GASHANGIRO de la commune KIGOMBE
5. KABERE de la commune NYAKINAMA
6. KITABURO de la commune NYAKINAMA
7. KIMONYI de la commune MUKINGO

D'après l'expertise médicale faite par le Docteur KAREMERA, directeur de l'hôpital de Ruhengeri, certaines personnes ont été tuées avec des armes à feu, d'autres avec des armes blanches. L'opération a été dirigée par le Major RUGAMBWA de l'Armée Patriotique.

Observations après cette opération meurtrière de l'Armée Patriotique Rwandaise :

L'opération aurait été faite à l'insu de l'autorité administrative de la préfecture de Ruhengeri, c'est-à-dire que ni le Préfet, ni les Bourgmestres, ni les Conseillers de secteurs et les Responsables des cellules n'avaient été informés.

Toutefois, en date du 04/03/1997, le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal, le Colonel KANYARENGWE Alexis, le Colonel NZARAMBA, le Colonel MUNYAKAZI et le Préfet de la Préfecture de Ruhengeri, Mr Ignace KARUHIJE se sont rencontrés dans le secteur KIMONYI. Ils ont rassemblé la population en leur tenant des discours de pacification.

Ces autorités militaires auraient reconnu l'usage de plus de force de la part des militaires et se seraient excusés auprès de la population et ils auraient rapporté que le Chef de l'opération, le Major RUGAMBWA aurait été arrêté. Les massacres de Ruhengeri sont à suivre de très près d'autant plus qu'après l'arrestation du Major RUGAMBWA, il y aurait un tract qui circule à Ruhengeri reprochant au Préfet d'avoir fait emprisonner un Major de l'APR. Voici quelques noms des victimes identifiées :

Secteur KIMONYI :

- NZABANITA Benoît
- DUSABEYEZU Innocent, fils de NZABANITA Benoît
- HAKUZUMUREMYI Jean Baptiste, fils de NZABANITA Benoît
- BUZURORA Donat
- MFITUMUKIZA Elikam

Secteur GAHONDOGO :

- KABUTURA Jean Damascène
- NGOFERO Jean Baptiste, petit frère de KABUTURA
- NKINZEHIKI, oncle paternel de KABUTURA
- MPOTORE Jean Bosco
- NTEGUZA
- Fils du Conseiller du Secteur GAHONDOGO

Une femme dont le mari a été victime de ces massacres a raconté aux enquêteurs indépendants que *les militaires sont arrivés le 03/03/1997 très tôt le matin en passant de maison en maison, et ramassant toute personne de sexe masculin. Ils les ont rassemblés dans une forêt à KABATEMBAGARA. Vers 10h00, les militaires ont commencé à tirer sur ces hommes.* Cet endroit a été gardé par les militaires jusqu'à tard dans la journée. ***Certains cadavres étaient chargés dans les véhicules vers une "destination inconnue".*** D'autres cadavres ont été habillés en uniforme militaire et conduits au camp militaire de MUKAMIRA pour expliquer qu'ils avaient à faire aux Ex-Forces Armées Rwandaises.

En plus des personnes trouvées chez eux dans leurs maisons, ***le triage a été fait parmi les passants qui se rendaient au service et au marché.*** Cette femme (son mari a été tué) rapporte aussi que les enquêtes ont commencé et qu'elles sont faites par des militaires et ne se limitent qu'à demander les noms des victimes et la personne supposée avoir commis ce crime.

30) Récemment en préfecture KIBUYE : l'Ecole Secondaire (privée) de NYANGE a été attaquée par des "malfaiteurs" qui ont tué six élèves, un gardien de nuit et blessé plusieurs autres. Le Centre enquête sur les circonstances de cette attaque avant de vous donner tous les détails qui seront portés à sa connaissance. *Il rappelle toutefois que cette préfecture est gouvernée par le Préfet KABERA Assiel, un des membres des "Escadrons de la Mort" issus des milieux extrémistes du FPR, tel qu'il sera dénoncé dans notre Communiqué n° 11/97.*

9) Vu tout ce qui précède, le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda demande à la Communauté Internationale et particulièrement aux pays occidentaux d'appuyer l'Espagne pour obliger le Régime Rwandais à **accepter la mise en place d'une Commission Internationale d'enquête" sur l'assassinat des coopérants, des agents de l'ONU** et sur tous les crimes qui se commettent au Rwanda depuis le 1er Octobre 1990.

Fait à Bruxelles, le 22 Mars 1997.

Pour le Centre, **MATATA Joseph**, Coordinateur.